

ACTION URGENTE

ÉMIRATS ARABES UNIS. UN OUIGHOUR RISQUE UN RENVOI FORCÉ EN CHINE

Abudujilili Supi, un Ouïghour qui travaillait comme muezzin (membre d'une mosquée chargé d'appeler les fidèles à la prière) à Doubaï, dans les Émirats arabes unis, a été emmené par des policiers émiriens et risque d'être renvoyé contre son gré en Chine, où les Ouïghours et les autres minorités ethniques à majorité musulmane sont la cible de détentions arbitraires.

Le 20 septembre, **Abudujilili Supi** a été emmené par des membres des forces de sécurité émiriennes en civil après avoir fini ses prières de l'après-midi à la mosquée Abdullah bin Rawahah (Doubaï), selon des membres de sa famille. D'après ses proches, les membres des forces de sécurité ont abordé Abudujilili Supi alors qu'il quittait la mosquée pour rentrer chez lui, juste en bas de la rue. Ils l'ont fait monter dans un véhicule banalisé et ont démarré, refusant de dire à sa femme où ils l'emmenaient et pour quelles raisons.

Lorsque l'épouse d'Abudujilili Supi a essayé de l'appeler, le téléphone mobile de celui-ci était éteint. Sa famille n'a reçu aucune information pendant trois jours. Le 24 septembre, Abudujilili Supi a été autorisé à passer à sa femme un bref appel téléphonique, au cours duquel il lui a dit qu'il avait été arrêté et qu'il craignait d'être renvoyé en Chine. On ignore où il est détenu.

Les membres de la famille d'Abudujilili Supi ont dit à Amnesty International qu'ils étaient très inquiets à l'idée qu'il soit renvoyé en Chine, où de nombreux Ouïghours, Kazakhs et membres d'autres minorités à majorité musulmane sont envoyés dans des camps de « rééducation » politique dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang, dans le nord-ouest de la Chine. Selon le témoignage d'anciens détenus et de proches de personnes incarcérées dans ces camps, les détenus sont contraints de suivre des cours d'endoctrinement politique, de chanter des chansons politiques et scander des slogans à la gloire du gouvernement chinois et du parti communiste chinois, et sont torturés ou soumis à d'autres formes de mauvais traitements s'ils ne respectent pas les règles des camps.

Abudujilili Supi a quitté la Chine pour l'Égypte en 2012 et a fait des études islamiques à l'université al Azhar, au Caire. Il s'est rendu aux Émirats arabes unis en 2017 pour suivre une formation d'anglais. À la fin de sa formation, les autorités religieuses des Émirats arabes unis lui ont attribué un titre de séjour et un emploi en tant que muezzin en mars 2018, en raison de sa voix forte. Selon sa famille, il travaillait dans plusieurs mosquées de Doubaï, où il n'avait jamais eu de problème.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en arabe, en anglais ou dans votre propre langue :

- demandez instamment aux autorités de révéler immédiatement le sort d'Abudujilili Supi et le lieu où il se trouve et de veiller à ce que sa famille et l'avocat de son choix puissent le voir et soient informés en tout temps de son lieu de détention ;
- appelez les autorités à libérer cet homme, à moins qu'il ne soit inculqué d'une infraction prévue par la loi ;
- priez-les de ne pas renvoyer Abudujilili Supi en Chine, et de ne pas l'expulser vers un autre pays où il courrait un risque de persécution, de torture, d'autres violations graves des droits humains ou d'autres atteintes graves à ces droits.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 16 NOVEMBRE 2018 À :

Ministre de l'Intérieur

Sheikh Saif bin Zayed Al Nahyan
Zayed Sport City
Arab Gulf Street, Sheikh Zayed Mosque
P.O. Box 398
Abu Dhabi
Fax : +971 2 402 2762
ou +971 2 441 5780
**Formule d'appel : Your Highness, /
Monseigneur, (puis Votre Altesse, dans le
corps du texte)**

Ministre des Affaires étrangères

Sheikh Abdullah bin Zayed Al Nahyan
Ministry of Foreign Affairs, International
Cooperation
King Abdullah bin Abdul Aziz Al Saud
Al Bateen
Abu Dhabi, Émirats arabes unis
Courriel : online at <https://bit.ly/2lmbTw1>
**Formule d'appel : Your Highness, /
Monseigneur, (puis Votre Altesse, dans le
corps du texte)**

Prince héritier d'Abou Dhabi

HH Sheikh Mohamed bin Zayed Al Nahyan
Crown Prince Court
King Abdullah bin Abdul Aziz Al Saud street
P.O. Box 124
Abu Dhabi, Émirats arabes unis
Fax : +971 2 668 6622
Twitter : @MohamedBinZayed
**Formule d'appel : Your Highness, /
Monseigneur, (puis Votre Altesse, dans le
corps du texte)**

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques des Émirats arabes unis dans votre pays. Insérez les

adresses ci-dessous : Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax numberEmail addressSalutation .

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

ÉMIRATS ARABES UNIS. UN OUIGHOUR RISQUE UN RENVOI FORCÉ EN CHINE

COMPLÉMENT D'INFORMATION

En cas de renvoi en Chine, Abudujilili Supi risque d'être détenu arbitrairement dans des camps dits de « transformation par l'éducation ».

Depuis 2017, de nombreux centres de détention ont été créés dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang. Dans ces établissements, dits « de lutte contre l'extrémisme », « d'études politiques » ou encore « de transformation par l'éducation », des personnes sont placées en détention arbitrairement pour une durée indéterminée et contraintes à étudier la législation et les politiques de la Chine. En général, elles y sont envoyées parce qu'elles pratiquent certaines religions, sont en relation avec des « contacts étrangers » ou parce qu'elles ou leurs proches font les frais d'une campagne de « maintien de la stabilité sociale ».

Selon plusieurs médias et les informations obtenues par Amnesty International, les habitants de la région autonome ouïghoure du Xinjiang courent un grand danger de détention arbitraire s'ils communiquent avec leurs proches qui vivent à l'étranger. Les autorités arrêtent les personnes qui reçoivent des appels téléphoniques d'autres pays. Elles tentent aussi de faire en sorte que personne ne puisse utiliser d'applications de messagerie cryptées, privilégiant ainsi les applications locales non chiffrées et non dotées d'autres systèmes de protection de la vie privée. Pour plus d'informations, voir le rapport d'Amnesty International (en anglais) intitulé *"China: 'Where are they?' Time for Answers about Mass Detentions in the Xinjiang Uighur Autonomous Region"*: <https://www.amnesty.org/en/documents/asa17/9113/2018/en/>

Les Ouïghours et les autres minorités ethniques à majorité musulmane de la région sont victimes depuis longtemps de violations de leurs droits fondamentaux, notamment de leurs droits aux libertés de religion et d'association. Ces dernières années, les autorités se sont mises à les cibler de manière plus globale et à plus grande échelle. Elles ont recours à divers moyens de répression, notamment la détention arbitraire généralisée, la surveillance technologique, l'utilisation accrue de patrouilles de rue lourdement armées, le renforcement des postes de contrôle et tout un arsenal de politiques intrusives qui bafouent les droits humains.

Outre les informations recueillies par Amnesty International, de nombreux médias internationaux ont indiqué que les autorités régionales avaient commencé à placer de très nombreux Ouïghours en détention au printemps 2017, soit en les envoyant dans des centres de détention administrative, soit en les condamnant à de lourdes peines de prison. Cette répression concerne non seulement les Ouïghours mais aussi d'autres groupes ethniques à majorité musulmane, comme les Kazakhs et les Kirghizes.

Nom : Abudujilili Supi
Homme

AU 178/18, MDE 25/9187/2018, 5 octobre 2018